

Garde du littoral

Des touche-à-tout valorisés en métropole, encore fragiles outre-mer

- **Le contexte.** Animation, protection ou encore entretien: la profession recouvre des profils de postes variés.
- **La problématique.** Si le métier, depuis trente ans, est bien installé sur le territoire métropolitain, dans les collectivités d'outre-mer, son rôle et le périmètre de ses missions nécessitent encore quelques clarifications.

Ils sont 900 à officier dans 300 collectivités de tout type. Leur métier, garde du littoral, recouvre aujourd'hui six profils: agent d'accueil, d'entretien, garde, animateur, garde-gestionnaire, technicien de gestion. Un référentiel un peu daté qui ne comprend pas, par exemple, les missions du chargé d'études. «Les gardes du littoral, issus au départ de l'entretien ou des espaces verts, se sont vu ensuite ajouter des compétences de police. Aujourd'hui, ils sont aussi amenés à faire de l'animation auprès de différents publics, que ce soit l'accueil de scolaires ou des promenades organisées pour les usagers ou les touristes», explique Gaëlle Moreau, responsable de la mission «gardes» au Conservatoire du littoral. De fait, c'est le territoire et ce que prévoit son plan de gestion qui déterminent si les missions de l'agent porteront davantage sur l'entretien, l'animation, la protection de la nature ou le suivi plus global du paysage. Par exemple, «les zones périurbaines réclament évidemment en priorité des actions d'animation et de police», précise Gaëlle Moreau.

Gain de compétences

Accusant une quinzaine d'années de retard, l'outre-mer commence tout juste à organiser la profession. L'antenne guadeloupéenne du Conservatoire du littoral, instauré, lui, en 1975, n'a été créée qu'en 2002. Auparavant, seul un chargé de mission, rattaché à la direction régionale de l'environnement de l'île, y assurait la représentation de l'établissement



J. KRASSOVSKY

PHILIPPE DE PROFT, agent du littoral, commune de Terre-de-Haut (57 agents, 1800 hab., Guadeloupe)

«Médiateur et gestionnaire»

«Je réalise un suivi scientifique des tortues sous-marines: je les compte, les mesure, leur pose des bagues d'identification. Je surveille aussi la présence d'oiseaux dans les îlets deux fois par semaine. Ma tournée en bateau couvre plus de 300 hectares et mes missions varient beaucoup en fonction des saisons. Elles dépendent aussi évidemment des priorités fixées par la commune, comme le développement de l'écotourisme. Pendant la période touristique, je veille à l'entretien des sentiers de randonnée, au respect de la réglementation, et j'assure des visites guidées. J'ai appris à consolider mes connaissances en gestion. Dans ce métier, il faut savoir monter un dossier, mettre en place un budget et trouver des financeurs.»

public. Et seuls cinq gardes du littoral étaient en activité jusqu'en 2011. Ils sont 17 aujourd'hui, ce qui est encore peu pour assurer la gestion de proximité des 72 sites protégés relevant du Conservatoire du littoral, placés sous la responsabilité de 28 collectivités du territoire sur 32 au total. «Ce déca-

lage s'explique par le délai mis par les communes à adhérer à notre antenne. La prise de conscience des enjeux environnementaux est assez récente», reconnaît Nicole Olier, responsable de l'antenne guadeloupéenne. Alors qu'en métropole les agents ont considérablement gagné en compé-

CADRE D'EMPLOI

Technicien.

CATÉGORIE

B ou C.

FORMATION REQUISE

Niveau bac à bac + 2.

tences, passant d'un niveau bac à bac + 2, voire parfois bac + 5, les territoires d'outre-mer ont pris le train en marche. «Des représentants de l'Atelier technique des espaces naturels [un groupement d'intérêt public, ndlr] viennent chaque année délivrer des formations. Pour 2015, elles vont porter sur le suivi et l'entretien des sentiers, l'utilisation du GPS et l'ornithologie» précise Didier Lambert, chargé de mission à l'antenne guadeloupéenne du Conservatoire du littoral.

Mise en réseau

Si, en métropole, les compétences ne font pas défaut, l'inquiétude porte sur la stabilité des postes. «Les agents font souvent face à une incertitude: celle d'être pérennisés ou non dans leurs missions. Car peu de contrats de commune mentionnent cette fonction», indique Gaëlle Moreau. Autre défi: la mise en réseau des agents apparaît comme inévitable en outre-mer et s'organise peu à peu. En métropole, elle est portée par l'association Rivages de France mais, souligne Gaëlle Moreau, «cette dynamique mérite maintenant d'être promue au niveau des responsables d'équipe et chez les élus». *Julie Krassovsky*